Bulgarie : un député mis en cause pour fraude électorale

Description

Depuis plusieurs années, les élections en Bulgarie sont marquées par d'importantes polémiques portant sur l'achat du vote d'une partie de l'électorat. Au printemps 2021 par exemple, les forces de sécurité avaient saisi près de 400 000 €, destinés à acheter des voix.

Les élections parlementaires du 27 octobre 2024 n'ont pas échappé à la règle puisque des dénonciations ont été portées à l'encontre du DPS Nouveau départ de Delyan Peevski lors de la campagne électorale, l'accusant d'avoir organisé un réseau d'achat de votes. Ces allégations ont été proférées alors que D. Peevski est en conflit depuis l'été avec Ahmed Dogan, le fondateur du DPS (Mouvement pour les Droits et les Libertés), désormais à la tête d'Alliance pour les Droits et Libertés (APS).

Un rapport postélectoral diffusé sur le site du gouvernement a précisé qu'un seul homme politique fait actuellement l'objet d'investigations dans le cadre d'un possible achat de vote commis au sein de la circonscription de Pleven. Selon la presse locale, dans la localité de Boukovlak, étrangement, des personnes mortes ont eu la possibilité de glisser un bulletin de vote dans l'urne. Si le rapport gouvernemental ne précise pas l'identité de l'enquêté, *Svobodna Evropa* soupçonne que c'est Mario Rangelov, député sortant du DPS réélu sous l'étiquette APS, qui est mis en cause. Il est connu pour sa proximité avec Metodi Petkov, un chef de clan de la communauté rom de la localité de Boukovlak déjà condamné à 4 ans de prison pour une affaire de violences volontaires, et qui pourrait être impliqué dans l'affaire de fraude électorale de la circonscription de Pleven. Le ministre de l'Intérieur s'est refusé à tout commentaire sur l'affaire en cours, mais a précisé qu'un rapport sur le déroulement des élections rédigé avec le parquet et l'agence nationale de Sécurité d'Etat était en préparation.

Traditionnellement en Bulgarie, les systèmes d'achats de vote reposent souvent sur un électorat pauvre, notamment la population rom, poussé à vendre son vote et servant de réservoirs de voix à plusieurs partis politiques. Interrogé sur les sections de votes les plus « à risque » pour les fraudes électorales, le ministre de l'Intérieur s'est contenté d'indiquer qu'au niveau national, les électeurs de la communauté rom avaient massivement voté pour le parti DPS – Nouveau départ.

Une situation qui interroge nombre d'observateurs, car une des nouvelles personnalités de cette formation politique est Kalin Stoyanov, l'ancien ministre de l'Intérieur démissionnaire le 27 août 2024 et chargé de la surveillance du scrutin précédent.

Sources : *24 chasa, Mediapool, AlfaRSS, Epicenter.*

date créée
16/11/2024
Champs de Méta
Auteur-article : Stéphan Altasserre